



Cycle de rencontres

« Idées reçues et tabous du développement »

L'aide au développement, souvent méconnue par les publics non avertis, fait partie des sujets qui génèrent **beaucoup d'idées reçues**. Aussi, l'association Odissée (Organisation du Dialogue et de l'Intelligence Sociale dans la Société Et l'Entreprise) a décidé d'organiser, avec le soutien de l'Agence Française de Développement, un cycle de forums-débat sur les *Idées reçues et tabous du développement*.

Ces débats, ouverts aux dirigeants et leaders d'opinion de toutes sphères, visent à mutualiser **dans un cadre serein et constructif** les informations, points de vue, analyses et propositions sur ces sujets sensibles. L'objectif est de **montrer la complexité du sujet** et **dépasser les partis pris simplistes**. La première rencontre de ce cycle, le 13 avril, a permis de débattre en présence d'une centaine de grands acteurs et observateurs.

SYNTHESE DU FORUM-DEBAT DU 13 AVRIL 2010 :

« Faut-il aider les Etats corrompus ? »

→ L'aide et la corruption sont des notions à géométrie variable

- L'aide peut recouvrir de multiples formes : dons, prêts, garanties, investissements, transferts de compétences...
- L'aide est sous-tendue par des motifs de natures différentes : désenclaver les populations isolées, normaliser les zones de non-droit, couvrir les besoins élémentaires, générer des performances économiques, construire l'autonomie politique des pays aidés.
- La corruption peut prendre différents visages : petits revenus additionnels pour les fonctionnaires, détournement de fonds massifs par les hauts dignitaires, détournement de projets de développement dans les Etats aux carences démocratiques.
- Les transferts internationaux s'opèrent sous une surveillance assez stricte exercée par les bailleurs de fonds. La corruption est plus fréquente dans le cadre national, où les moyens de contrôle et de traçabilité font défaut.
- La corruption n'est pas toujours un frein à la croissance économique, elle peut même être consubstantielle à la passation de certains appels d'offres, remportés par des entreprises complaisantes ou opportunistes.

→ Examiner les situations au cas par cas pour faire vivre le système de valeurs

- Arrêter les programmes ? Le tarissement abrupt de l'aide serait une catastrophe pour certaines régions.
- Se résigner ? La corruption couplée à l'évasion des capitaux peut maintenir le pays aidé dans une trappe à pauvreté, qui hypothèque son développement à long terme.
- Poser des conditions à l'aide ? Pour minimiser les risques de corruption, il faut diversifier les acteurs de terrain impliqués dans les programmes de développement (femmes...), s'appuyer davantage sur les cadres juridiques existants, se doter d'outils internationaux complémentaires (criminalisation de certaines pratiques, saisie des avoirs, coordination des bailleurs de fonds) et utiliser les incitations plutôt que les sanctions (primes à la bonne gestion, prime aux dirigeants qui respectent l'alternance politique).

EN RÉSUMÉ : La lutte contre la corruption est l'affaire de tous, là où se trouvent des corrupteurs et des corruptibles. Elle amène nécessairement une réflexion sur l'éthique et la transparence des modes de fonctionnement collectifs, au Nord comme au Sud. Elle doit conduire chaque organisation, privée ou publique, à examiner la cohérence de ses pratiques avec ses valeurs affichées.

[> Cliquez-ici pour lire le compte-rendu intégral](#)

→ Prochains forums :

- **Mardi 22 juin 2010** : « Aide humanitaire : Comment éviter le piège de l'urgence ? »
- Octobre 2010 : « Croissance et inégalités : le couple infernal ? »
- Décembre 2010 : « Croissance démographique, développement et migrations : faut-il et comment anticiper la nouvelle donne démographique mondiale ? »